

FAITS DIVERS/JUSTICE

faits-dj.union@sonapresse.com

Tribunal correctionnel: Bertrand Zibi Abeghe libre dans cinq mois

PURGEANT une peine d'emprisonnement ferme de 6 ans, l'ancien député du 2e siège du département du Haut-Ntem avait récemment retiré son pourvoi en cassation. Vendredi dernier, la chambre pénale de la Cour de cassation a donc pris acte de cette décision.



Photo: GRM

Bertrand Zibi Abeghe et ses conseils.

G.R.M
Libreville/Gabon

BERTRAND Zibi Abeghe renonce à son pourvoi en cassation. L'ancien député du district de Bolossoville, le 2e siège du département du Haut-Ntem, n'y voit plus d'intérêt. D'où sa décision de retirer le pourvoi formé en mars de l'année dernière, au lendemain de la confirmation par la Cour d'appel de sa condamnation à 6 ans de prison ferme

prononcée en première instance. Vendredi 1er avril courant, la chambre pénale de la Cour de cassation a ainsi pris acte du choix de Bertrand Zibi Abeghe. Conformément au deuxième alinéa de l'article 481 du Code de procédure pénale. Lequel dispose que "si le demandeur en cassation renonce à son pourvoi, elle (la Cour de cassation) lui acte de son désistement". L'ancien élu national du Parti démocratique gabonais (PDG), qui avait rendu son tablier en pleine cam-

pagne pour la présidentielle 2016, devant le candidat Ali Bongo Ondimba, va en conséquence recouvrer la liberté en septembre prochain. Plus précisément

dans cinq mois. Arrêté dans un contexte post-électoral marqué par la contestation des résultats du scrutin susmentionné, Bertrand Zibi Abeghe avait

été jugé et condamné pour "détention illégale d'une arme à feu", "instigation à la violence" et "voie de fait". De sources concordantes, le retrait du pourvoi en

cassation par son conseil, Me Jean-Paul Moubembé, serait motivé par l'idée de ne pas compromettre ses chances de sortie de prison.

REPUBLIQUE GABONAISE



MINISTERE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

GRUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT



DIRECTION GENERALE DE L'AFRIQUE CENTRALE

AVIS À MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT

PROJET RENFORCEMENT DES CAPACITES POUR L'EMPLOYABILITE DES JEUNES ET L'AMELIORATION DE LA PROTECTION SOCIALE (RCEJPS)

DATE DE PUBLICATION :	04 AVRIL 2022
INTITULE DU MARCHÉ :	FORMATION DE 60 ENSEIGNANTS DANS LES DOMAINES NOVATEURS DU PLAN STRATEGIQUE GABON EMERGENT
SECTEUR :	SOCIAL
SOURCE DE FINANCEMENT :	BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT
PRET N° :	2000200000651
N° D'IDENTIFICATION DU PROJET :	P-GA-IAE-002
IAS N° :	AMI 2/RCEJPS-22

Le Gouvernement Gabonais a reçu de la Banque Africaine de Développement un prêt en vue du financement du Projet de **RENFORCEMENT DES CAPACITES POUR L'EMPLOYABILITE DES JEUNES ET L'AMELIORATION DE LA PROTECTION SOCIALE (RCEJPS)**, et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce prêt pour financer le contrat de service de Consultants chargés de la formation en 9 mois de soixante (60) enseignants dans les domaines novateurs du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE).

Les services prévus au titre de ce contrat comprennent huit (8) domaines de formation répertoriés dans le tableau suivant :

N°	Domaines de la formation	Nombre de stagiaires
01	Hydrocarbures	08
02	Mines et Métallurgie	06
03	Forêt-Bois	06
04	Agriculture- Agro-industrie	08
05	Pêche	08
06	Habitat et BTP	07
07	Numérique-Télécom	09
08	Tourisme	08
Total		60

Les candidats à ces formations/reconversions sont des enseignants de niveau Bac+5 ayant une expérience professionnelle d'au moins cinq ans dans leurs disciplines d'origine.

La Cellule d'Exécution du Projet RCEJPS invite les Consultants à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc.). Les consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification.

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes à la Politique de passation de marchés de la Banque en date d'Octobre 2015, qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux (8H-16H, heures locale) :

Direction Générale de la Formation Professionnelle /Cellule d'Exécution du Projet RCEJPS, 3ème étage de l'immeuble La Parisienne sis au 224, Avenue Jean Baptiste NDENDE.

Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessus au plus tard le **19 Avril 2022 à 10 heures** et porter expressément la mention « **AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA SELECTION D'UN CONSULTANT CHARGE DE LA FORMATION DES ENSEIGNANTS DANS LES DOMAINES NOVATEURS DU PSGE** »

Le Directeur Général des Marchés
Publics



Eugène Péna

Le Chef de Projet



François BOUKANGOU

Les Faits d'ailleurs

TURQUIE/AFFAIRE KHASHOGGI: LE PROCUREUR TURC VEUT " CLORE LE DOSSIER "

LA Turquie, qui cherche à renouer avec Riyad dont elle a besoin pour soutenir son économie en difficulté, a semble-t-il décidé d'en finir avec l'affaire Jamal Khashoggi, journaliste saoudien assassiné et démembré en 2018 à Istanbul. Le procureur du tribunal d'Istanbul, devant lequel se tenait depuis 2020 le procès par contumace de vingt-six ressortissants saoudiens accusés du crime, a demandé jeudi 31 mars à " clore " le dossier et à le transférer à l'Arabie saoudite.

FRANCE/UNE FEMME MEURT SOUS LES COUPS DE SON MARI DANS LA LOIRE

UNE femme de 44 ans, secourue dans un état grave dans la nuit de jeudi à vendredi dernier après avoir été frappée à la tête par son conjoint, est décédée la nuit suivante à Saint-Étienne, selon la police et le parquet. Le conjoint a été rapidement interpellé par la police, fortement alcoolisé, dans le quartier où le couple résidait. L'homme de 47 ans a reconnu avoir porté des coups à main nue mais il conteste toute intention homicide, selon la même source. Il a été présenté samedi à un juge d'instruction qui a ouvert une information judiciaire pour "homicide volontaire aggravé", selon le parquet qui a requis son placement en détention.